



PRÉFECTURE DE LA MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'environnement et du
développement durable

Installations classées
N° 2009-APC-29-IC

Arrêté préfectoral complémentaire **société Henkel** **à Reims**

VU :

- le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la visite d'inspection en date du 3 décembre 2008,
- la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- l'arrêté préfectoral n° 2004.A.180 du 18 octobre 2004, autorisant l'exploitation des installations classées dans l'établissement Henkel France situé 133, rue Léon Faucher à Reims,
- le mémoire de cessation d'activité déposé le 29 novembre 2005, complété les 13 décembre 2006, 23 mai 2007, 20 décembre 2007, 26 mars 2008 et 25 et 26 novembre 2008,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 19 janvier 2009,
- l'avis favorable du CODERST en date du 4 février 2009,

CONSIDERANT :

- que les différentes investigations réalisées sur le site de la société Henkel à Reims révèlent la présence :
 - dans les sols de fer et de nickel,
 - dans les eaux souterraines au droit du site de nitrates, de fer, d'hydrocarbures, de détergents anioniques et de phénol,
- que l'exploitant n'a pas caractérisé l'ensemble des produits de dégradation des détergents anioniques présents dans les eaux souterraines,
- que la pollution en fer dans les eaux souterraines provient des parcelles anciennement exploitées par Henkel sur son site de Reims,
- que la pollution en hydrocarbures, détergents anioniques et phénol est liée aux activités exercées par l'exploitant Henkel sur son site de Reims ;
- que la démonstration de l'absence de déplacement de la pollution détectées dans les eaux souterraines n'a été réalisée,
- que la surveillance des eaux souterraines à l'extérieur du site a mis en évidence la présence d'hydrocarbures et de détergents anioniques en mars 2008,
- que cette pollution en hydrocarbures, détergents anioniques, phénols et fer porte atteinte à la qualité des eaux souterraines,

- que des permis de construire relatif à l'implantation de bureaux sur l'ancien terrain « Sarlino » ont été délivrés par la ville de Reims,
- que le site est actuellement occupé par des tiers,
- que l'exploitant n'a pas proposé de réaliser des travaux de dépollution des sols au droit du site,
- que des mesures doivent être prises pour résorber cette pollution,

Sur proposition de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne,

ARRETE

Article 1 :

La société Henkel France dont le siège social est situé 161, rue de Solly, 92642 Boulogne-Billancourt est tenue de procéder à ses frais, aux investigations prévues par le présent arrêté sur son site situé, au 133, rue Léon Faucher à Reims.

Article 2 :

L'exploitant :

- transmettra sous 1 mois :
 - une étude relative à la suffisance des prélèvements effectués sur site, en regard notamment de l'absence de diminution significative de la pollution dans les eaux souterraines au droit du site. Des nouveaux prélèvements pourront être réalisés dans un délai de 3 mois ;
 - une étude relative à la pollution aux nitrates dans les eaux souterraines au droit du site, cette dernière ayant pour objectif de démontrer si les activités antérieures exercées sur le site Henkel Reims peuvent être à l'origine de cette pollution ;
- transmettra sous 2 mois :
 - une étude de caractérisation de l'ensemble des polluants présents dans les eaux souterraines au droit du site en indiquant leur toxicité ;
 - un plan de gestion de la pollution aux détergents anioniques et aux hydrocarbures, devant comprendre les actions de dépollution envisagées ainsi que les échéanciers associés ;
- transmettra, sous 4 mois sur la base des études demandées ci-dessus notamment, l'avis d'un hydrogéologue agréé sur :
 - l'extension de la pollution à l'extérieur du site ;
 - l'implantation de ou des piézomètres situés à l'extérieur du site permettant de surveiller la qualité des eaux souterraines ;
 - la pertinence des piézomètres situés sur le site ;
 - les caractéristiques (profondeur, crépinage...) des piézomètres situés à l'intérieur ou à l'extérieur du site en amont et aval hydraulique
- réalisera sous 6 mois :
 - une surveillance de la nappe sur les paramètres fer, nickel, détergents anioniques, indice hydrocarbure, sulfates et phénols sur les piézomètres mentionnés sur le plan ci-joint et demandés par l'hydrogéologue agréé (le pH, la dureté, la profondeur du prélèvement d'eau, la conductivité ainsi que la température seront également relevés lors de chaque prélèvement). Les prélèvements dans les eaux souterraines seront effectués selon une fréquence semestrielle. Le niveau de la nappe devra être déterminé systématiquement.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les prélèvements. Ces résultats doivent être accompagnés de l'historique des résultats précédents et des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit et en aval du site ainsi que, le cas échéant, des propositions de travaux ou de surveillance complémentaire que l'évolution de la pollution rendrait nécessaires. La surveillance de la qualité des eaux souterraines sera poursuivie sur une période minimale de 4 ans. L'exploitant pourra demander la levée de cette surveillance au terme des 4 ans sous réserve de pouvoir démontrer que les résultats de la surveillance sont stables sur les deux dernières années au minimum.

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Châlons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 – Châlons en Champagne Cedex – par le destinataire de l'arrêté, dans les deux mois qui suivent sa notification.

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction régionale et départementale de l'équipement, la direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt, la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection Civile, la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Mme la Maire de Reims qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, à M. le directeur de la société HENKEL – 161 rue de Solly – 92642 Boulogne-Billancourt.

Mme la Maire de Reims procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 3 mars 2009

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

SIGNE

Alain CARTON